

Plan Shift

La CFDT quitte les "conférences sociales"

La direction ignore ce qu'est le dialogue social !

Nous voulons un débat pour peser sur les choix !

Les premières discussions entre représentants du personnel et direction ont eu lieu à propos de Shift : un comité de groupe France suivi de CCE/CE d'information les 23 et 24 octobre, une réunion entre syndicats et direction les 30 et 31 octobre.

Ces discussions ont vite montré leurs limites : la direction martèle ses choix en répétant la stratégie décidée en haut lieu : fermeture de la moitié des sites et 15000 suppressions d'emplois dans le monde. Quel manque d'imagination !

Démantèlement

En France cela se traduit par un véritable démantèlement totalement disproportionné : 5 sites fermés sur 7 en France dans la filiale ALF et 2052 emplois détruits ou menacés sur les 3 filiales ALF, ALUI et ALBLF représentant actuellement 5600 emplois. Ces menaces prennent la forme de licenciements, de mobilités géographiques, d'externalisations.

Pour les 1400 salariés d'ALE, la vente se précise également sinon pire : une disparition rapide par manque d'investissements.

ASN (900 salariés en France) est toujours sous la menace d'une vente à terme à cause du remboursement de l'emprunt dit Goldman Sachs.

Au final, Shift c'est donc plus de 4300 salariés français qui pourraient quitter le groupe. ALU en France pourrait être réduit à peau de chagrin !

Une direction dogmatique

A aucun moment, malgré nos vives critiques, la direction n'a laissé entendre que ses décisions et chiffres pouvaient être remis en cause : Shift est « le plan de la dernière chance », comme les 5 précédents sans doute ! Et la direction de ressasser les mêmes messages : urgence financière, réduction des coûts, etc. Michel Combes est présenté quasiment comme l'être suprême y compris lorsqu'il sacrifie ALU en France ! A aucun moment, la direction n'arrive à justifier pleinement ses choix et ne veut même pas que l'on en parle. Nous ne sommes qu'invités à parler de l'accompagnement du plan Shift. Impossible de dialoguer ou négocier dans ce contexte !

Pas de "conférence sociale" pour la CFDT dans ces conditions

Compte tenu de ce pitoyable dialogue social, la CFDT a décidé de ne pas participer à la prochaine conférence sociale convoquée par la direction les 13 et 14 novembre.

Revendications/Propositions

La CFDT d'Alcatel-Lucent a cependant fait part des revendications suivantes :

1. Mise en place d'une information-consultation sur les orientations stratégiques au niveau du Comité de Groupe France pour inclure toutes les filiales. Cette info-consultation devra être présidé par Philippe Guillemot, responsable mondial de la mise en œuvre de Shift.



ALCATEL-LUCENT

site internet : <http://www.cfdt-alcatel.org>

site intranet : <https://engage.alcatel-lucent.com/groups/cfdt>

Pour la CFDT, il s'agit d'un préalable à toute autre procédure, incluant une expertise économique et autorisant des contre-propositions.

2. Mise en route d'une discussion sur un accord de méthode, afin de fixer le contenu d'une éventuelle future négociation, si la direction acceptait de diminuer les contraintes de Shift dans sa version actuelle.

La CFDT demande au travers de cet accord de méthode d'aborder les sujets liés aux activités (cartographies, organisation du travail, perspectives etc.), la situation financière, la situation des bassins d'emplois, un plan d'avenir par l'innovation et le calendrier.

Respecter l'esprit de la LSE

L'esprit de la nouvelle Loi sur la Sécurisation de l'Emploi (LSE) est bien de privilégier le débat en amont des décisions. A ce jour, la direction refuse. Pourtant, ses essais d'explications ne sont pas convaincants du tout, et elle revient très vite à ses positions dogmatiques de départ. Beaucoup d'affirmations sur les coûts ou l'organisation ne sont pas étayées par des éléments objectifs.

Avec un calendrier accéléré et intenable, la direction veut faire passer en force son 6^{ème} Plan de suppressions d'emplois. La direction commence à desserrer l'étau financier, elle doit maintenant desserrer les contraintes qui empêchent un dialogue social digne de ce nom !

Le gouvernement doit agir !

Le gouvernement, qui suit de près le dossier, ne peut rester spectateur d'une méthode vouée à l'échec et irrespectueuse de l'esprit de la loi sur la sécurisation de l'emploi. Les pouvoirs publics doivent maintenant s'impliquer concrètement en faveur des salariés, pour la sauvegarde des sites et des emplois en France. Il nous faut des actes !

Revoir la méthode

La CFDT ne voit aucun intérêt à participer à des réunions avec la direction si rien ne peut bouger en faveur de l'emploi en France. Nous demandons à la direction d'analyser de nouveau les impacts de Shift et de revoir la méthode.

Nous devons nous mobiliser pour que le rapport de forces fasse comprendre à cette nouvelle direction que rien ne va plus avec ce dialogue social de façade !

Prochaine manifestation nationale :

Le 19 novembre à
Orléans/Ormes !

Retrouver
l'esprit de la
LSE !



ALCATEL-LUCENT

site internet : <http://www.cfdt-alcatel.org>

site intranet : <https://engage.alcatel-lucent.com/groups/cfdt>